



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 26 juin 2024

Références : DREAL/2024D/4338  
Code AIOT : 0005201975

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 juin 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PACCOR FRANCE SAS**

Avenue de Cramat  
40140 SOUSTONS

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2024 de l'établissement PACCOR FRANCE SAS implanté avenue de Cramat sur la commune de Soustons. L'inspection a été annoncée le 10 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

PACCOR FRANCE SAS  
Avenue de Cramat - 40140 SOUSTONS  
Code AIOT : 0005201975  
Régime : Autorisation  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

La société PACCOR France, implantée sur les sites de Soustons et d'Auneau, fait partie du groupe danois FAERCH, tout comme la société FAERCH France qui possède les sites de Lorient et d'Annecy.

Depuis sa création en 1988, le site est spécialisé dans la fabrication par extrusion et thermoformage d'emballages rigides plastiques à usage alimentaire. En 2023, elle a produit environ 7 500 tonnes de thermoformés à partir de PET et de PP (le PS a été arrêté pour des problèmes de recyclabilité).

Elle compte parmi ses clients les sociétés Danone, Blédina, Nestlé, KFC ou encore Lactalis. Le site de Soustons emploie 120 personnes et génère un chiffre d'affaires d'environ 32 millions d'euros.

Les horaires de travail se répartissent du lundi (5h00) au samedi (5h00), en 3 x 8 heures.

L'établissement dispose notamment des certifications ISO 9001 et BRC A+ (emballages alimentaires).

Le site dispose de :

- 2 lignes d'extrusion de PET pour fabriquer des feuilles,
- 2 lignes in line en continu d'extrusion et de thermoformage de PP,
- 7 (+ 1 inutilisée) machines de thermoformage de PET,
- 1 machine de sleeveage,
- 4 machines d'impression offset,
- 2 unités de décontamination des matières plastiques recyclées avant extrusion (agrément EFSA).

De nombreuses modifications des ateliers ont eu lieu depuis plusieurs années, notamment des changements de machines. L'appareil de production est ainsi passé de 39 à 17 machines plus efficaces et à cadences plus élevées, les autres ayant été mises au rebut.

M. LEGROUX a pris la direction du site en avril 2023.

### **Situation administrative**

Par arrêté préfectoral du 19 octobre 1988, la société MONOPLAST a été autorisée à exploiter, sur la commune de Soustons, une unité de fabrication d'emballages et de pièces plastiques.

En juin 1994, la société MONOPLAST a effectué une déclaration d'antériorité auprès de la préfecture des Landes pour les rubriques :

- n° 2661 (transformation de matières plastiques) : production annuelle 10 000 tonnes,
- n° 2662 (stockage de matières plastiques) : pas de précision sur le volume maximum de stockage.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 1996, cette société a été autorisée à étendre ses activités de stockage de produits semi-finis et à utiliser une source radioactive.

En juillet 1997, un changement d'appellation, au profit d'AUTOBAR PACKAGING France, a été déclaré.

Le 2 novembre 2005, l'exploitant a déclaré l'existence de 3 tours aéro-réfrigérantes sur son site.

Par arrêté complémentaire du 1<sup>er</sup> février 2006, M. le Préfet des Landes a autorisé la société AUTOBAR PACKAGING France à installer et exploiter, sur le site de Soustons, un poste de distribution de GPL et le réservoir l'alimentant.

Par courrier du 24 février 2012, M. le Préfet a acté d'un nouveau changement d'exploitant du site, désormais dénommé PACCOR PACKAGING France SA. Par courrier, M. le Préfet a enfin acté la nouvelle dénomination du site, COVERIS RIGID.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Nationale 2024 - Prévention GPI (granulés plastiques industriels)
- Suites de la précédente inspection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications	Code de l'environnement Article L. 181-14	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 et 3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours & 1 mois
6	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 26 bis	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1, 3 et 6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/10/1988, Article 55-c de l'annexe	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 et 3 mois
9	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement Article L. 541-15-11	/	Demande d'action corrective	15 jours
10	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement Article D. 541-361	/	Demande d'action corrective	15 jours
11	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement Article D. 541-362	/	Demande d'action corrective	15 jours
12	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement Article D. 541-364	/	Demande d'action corrective	15 jours

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Attestation de capacité fluides frigorigènes	Code de l'environnement Article R. 543-99	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 25	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 68	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 juin 2024 a relevé plusieurs non-conformités, telles que :

- l'absence de mise à jour du dossier d'autorisation d'exploiter,
- l'absence de mise en conformité du site avec la réglementation foudre, le site ayant évolué,
- des anomalies sur les installations électriques à lever,

- l'absence de bassin de rétention des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction d'incendie,
- des anomalies sur les moyens de lutte contre l'incendie actuellement présents sur site,
- l'absence de certificat et des résultats du rapport d'audit sur le site internet de la société pour la prévention d'un déversement accidentel de granulés de plastiques,
- des déversements accidentels de granulés de plastiques sur le site et dans le fossé de rejet des eaux pluviales.

La plupart de ces non-conformités sont graves et répétées et nécessitent de la part de l'exploitant un engagement complet et rapide (factures, devis signés, courriers d'engagement de la direction du groupe, etc.). À défaut, des sanctions administratives seront proposées à Mme la Préfète.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications notables et substantielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p><u>± constats issus de la précédente inspection du 31 août 2016</u></p> <p>ECART1 : les installations exploitées ne correspondent pas strictement à celles autorisées par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1988.</p> <p>Demande 1 : l'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection des installations classées un tableau de classement actualisé des activités à ce jour exercées sur le site avec une justification des seuils.</p> <p>Demande 2 : l'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'apprécier si les modifications apportées aux installations constituent (ou non) une modification substantielle au regard de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement et de la circulaire du 14 mai 2012.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors des inspections de 2013, 2016 et 2023, l'inspection des installations classées avait noté que les installations exploitées ne correspondaient pas strictement à celles autorisées par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1988.</p>

L'écart constaté avait mené à demander à l'exploitant de transmettre, d'une part, un tableau de classement actualisé des activités exercées sur le site et, d'autre part, les éléments techniques permettant d'apprécier si les modifications apportées aux installations entraînent (ou non) un changement notable, voire substantiel, des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Un nouveau tableau de classement des activités exercées sur le site, avec une justification des seuils, avait été transmis il y a plusieurs années, mais il n'est aujourd'hui plus à jour. L'exploitant n'a pas non plus retrouvé de trace d'un éventuel dossier de mise à jour de son dossier d'autorisation tel que demandé à l'issue des précédentes inspections.

Aujourd'hui, l'exploitant indique que le tableau de classement des activités exercées sur le site a été actualisé par le bureau d'études AUREA et celui-ci sera transmis à l'inspection sous 15 jours.

Une question reste à trancher : concernant la rubrique ICPE 1510 (entrepôt), positionner les différents stockages (en intérieur ou en extérieur) et ainsi se positionner par rapport au seuil de 500 tonnes de produits combustibles.

Cependant, la demande de l'inspection va au-delà de l'actualisation du tableau de classement. Il s'agit également de transmettre un dossier de porter à connaissance complet afin d'actualiser l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement (récolement aux dispositions des arrêtés ministériels applicables, mise à jour de l'arrêté préfectoral de 1988).

Concernant la demande d'autorisation environnementale évoquée lors de la précédente inspection, celle-ci est abandonnée suite au repositionnement du groupe FAERCH : pas de forte croissance à attendre sur le site pour les prochaines années, remplacement de machines privilégié, pas de machines supplémentaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous trois mois, un dossier de porter à connaissance visant à actualiser l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement. À défaut, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

± constats issus de la précédente inspection du 31 août 2016

Demande 5 : l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport réalisé par Bureau Veritas et relatif au risque foudre sous 15 jours.

**Constats :**

L'exploitant explique que le plan de stockage des granulés de plastiques en silos a évolué et le prestataire contacté pour les travaux n'a pas souhaité donner suite, mais préconise une nouvelle ARF/ETF.

L'exploitant a présenté en inspection le bon de commande n° PO2024/0104 du 14/06/2024 pour l'APAVE et comprenant les prestations d'ARF et d'ETF.

À noter que des équipements parafoudres sont déjà présents sur le site, mais selon l'ancienne configuration du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet, sous un mois, les rapports ARF et ETF et, sous trois mois, les justificatifs de mise en œuvre des éventuels équipements supplémentaires recommandés. À défaut, l'inspection proposera une mise en demeure à Mme la Préfète sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 et 3 mois

**N° 3 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

**Prescription contrôlée :**

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

+ constats issus de la précédente inspection du 31 août 2016

Demande 6 : l'exploitant transmettra sous 1 mois le dernier rapport APAVE ainsi qu'un échéancier des mesures correctives prévues pour répondre aux remarques formulées au sein de ce rapport.

**Constats :**

L'exploitant a expliqué avoir reçu le devis de la société SLTE (prestataire habituel) tardivement, le 19 mai 2024. La commande a été passée pendant l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet, sous 15 jours, le rapport d'intervention de la société SLTE. Sous un mois, l'exploitant transmet les rapports de vérification des installations électriques pour l'année 2024 visant à confirmer la conformité des installations électriques de l'établissement pouvant conduire à un sinistre avec impact environnemental. À défaut, une mise en demeure sera proposée à Mme la Préfète sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours & 1 mois

**N° 4 : Attestation de capacité fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article R. 543-99

**Thème(s) :** Risques chroniques, Attestation de capacité fluides frigorigènes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : /

**Prescription contrôlée :**

Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.



L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.

+ constats issus de la précédente inspection du 31 août 2016

ECART 6 : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'attestation de capacité de la société Dalkia et les attestations d'aptitude des salariés DALKIA intervenant et dont les noms apparaissent sur les fiches d'intervention.

Demande 10 : l'exploitant transmet sous un mois les attestations de capacité et d'aptitude.

**Constats :**

Suite à la précédente inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de capacité fluides frigorigènes de la société DALKIA intervenant sur les groupes froids du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Capacités de rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

**Prescription contrôlée :**

**I. Capacité des rétentions**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés.**

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué que la société CHIMIREC est intervenue le 30/04/2024 afin de pomper l'eau et nettoyer le bâtiment, et d'évacuer les bidons problématiques (absence ou erreur d'étiquetage).

Par la suite, la société URETEK est intervenue pour identifier et corriger le problème de présence d'eau dans la rétention du local à solvants. Il a été constaté l'existence d'une descente d'eaux pluviales à l'intérieur du local et celle-ci était percée à la base. Le trou a été rebouché et la situation est à surveiller lors des prochaines intempéries mais également en période des hautes eaux de la nappe.

Par ailleurs, il a été constaté à l'Est du site une aire imperméabilisée servant à entreposer des bidons et autres récipients de produits dangereux vides avant évacuation. Le jour de l'inspection, un GRV plein se trouvait là. Étant donné que la zone est en lien direct avec le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie, il est demandé à l'exploitant de déplacer ces récipients et déchets ou d'isoler cette zone pour prévoir un confinement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 6 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : /

#### **Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.  
Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir validé la commande auprès du bureau d'études AUREA pour la mise à jour du calcul D9 et procéder au calcul D9A. Cependant, ce travail nécessite au préalable de déterminer le scénario de risque (incendie) majorant.

Par ailleurs, une commande a été passée auprès d'un géomètre expert, la SARL LEDEUN & BONNET, pour mettre à jour le plan des réseaux d'eaux et déterminer les bassins versants.

Enfin, l'exploitant cherche en local un bureau d'études pour une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage. L'objectif est de (re)définir la gestion des eaux pluviales du site et par conséquent le confinement des eaux d'extinction d'incendie susceptibles d'être polluées (calcul D9 + mise en place du volume de rétention).

Sur le volet de la gestion des eaux pluviales, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les questions suivantes : régulation du débit en sortie du dispositif de rétention des eaux pluviales à prendre en compte, surveillance et valeurs limites d'émission des rejets aqueux à proposer, installer un ou plusieurs points de prélèvements des rejets aqueux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet :

- sous un mois, l'étude de dimensionnement de la capacité de confinement des eaux du site en cas d'incendie ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- sous trois mois, les devis signés des travaux à prévoir ;</li> <li>- sous six mois, les justificatifs de la mise en œuvre d'une capacité de confinement.</li> </ul> <p>Ces mêmes demandes ont déjà été formulées à l'issue de l'inspection de 2023. À défaut, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1, 3 et 6 mois

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 4/10/2010, Article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, en réponse au rapport de la précédente inspection, les justificatifs de mise en œuvre des actions correctives concernant les extincteurs et le système d'extinction automatique.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a précisé que le site dispose de détecteurs d'incendie, autres que ceux liés au réseau de sprinklage. Il a également transmis le rapport de la dernière vérification périodique.</p> <p>Enfin, l'exploitant a transmis le rapport du 4 avril 2023 de vérification annuelle (débit et pression) du poteau d'eau d'incendie présent à proximité du local d'entreposage des huiles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/1988, Article 55-c de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un réseau privé alimentant les robinets d'incendie armés et l'installation d'extinction automatique,</li><li>- de 4 réserves d'eau, en appoint du réseau public, de 120 m<sup>3</sup> chacune et situées aux quatre coins de la propriété.</li></ul> <p>Les réseaux et réserves d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à la lutte contre tout incendie se déclarant dans l'établissement.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour les raisons expliquées précédemment, l'exploitant n'a pas transmis le calcul D9 des besoins en eau d'extinction d'incendie et n'a donc in concreto pas avancé sur ce sujet.</p> <p>Lors de l'inspection du site, il a été constaté la présence de deux anciens bassins d'eau d'extinction d'incendie à l'angle Nord-Est (côté parking VL) et à l'Est des bâtiments (côté stock palettes), en plus du poteau à l'angle Sud-Est. Ces bassins ne sont plus fonctionnels : géomembrane percée à plusieurs endroits, végétation envahissante.</p> <p>Devant l'importance du sujet, à savoir la présence du volume d'eau d'incendie requis et le bon maillage du site, l'exploitant a proposé de procéder rapidement (sans attendre le calcul D9 et la transmission du dossier de porter à connaissance) à des travaux d'entretien de ces bassins ou à la mise en place d'une solution technique équivalente de type bâche souple.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sous un mois, le calcul du dimensionnement des besoins en eau d'extinction d'incendie pour le site ;</li><li>- sous un mois, un devis signé pour l'installation des points d'eau d'incendie complémentaires capables de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h à 1 bar de pression ;</li><li>- sous trois mois, les justificatifs de mise en service des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présents sur le site.</li></ul> <p>Face à cet écart répété, à défaut de mesures correctives dans les meilleurs délais, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 et 3 mois

## N° 9 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>II. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site dispose d'une dizaine de silos verticaux et de deux aires d'entreposage de big bags en extérieur sur la partie Est et Sud-Est du site. Les matières premières sont essentiellement des paillettes et des plastiques broyés recyclés.</p> <p>Un audit du Bureau Veritas a eu lieu le 24 mai 2024 pour vérifier la présence de procédures et d'équipements de prévention de pollution. Un plan d'actions correctives, visualisé lors de l'inspection et présenté infra dans le rapport, a été transmis au bureau d'études pour validation. L'exploitant est dans l'attente du certificat et des résultats de l'audit.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant son retard de mise en œuvre de l'audit (1<sup>er</sup> janvier 2023) et a sensibilisé sur la publication sur le site internet de la société du certificat et des résultats de l'audit.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de publier sous 15 jours sur le site internet de la société le certificat et les résultats de l'audit. Il transmet à l'inspection le lien internet pour vérification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 10 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.</p> <p>Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p><i>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.</i></p>

**Constats :**

Les avaloirs du réseau pluvial en partie Est et Sud du site sont munis d'un panier en acier inox à mailles fines. Il a pu être constaté la bonne rétention de ces dispositifs.

Une vérification de ces dispositifs est effectuée tous les mois ou lors de fortes pluies comme le matin de l'inspection. Lors de la visite terrain, certains paniers d'avaloirs étaient cependant en partie colmatés donc à nettoyer.

Un balayage de la voirie est effectué par une balayeuse toutes les trois semaines environ (hors incident) et manuellement.

Par ailleurs, il existe sur le site quelques zones à risques sur sable, en particulier en partie Est où le silo avec big bag de récupération à côté sont posés sur du sable. Cela fait l'objet du plan d'action transmis à Bureau Veritas : bassin de rétention des eaux pluviales à prévoir, formation des chauffeurs-livreurs à intensifier et sols en sable à dépolluer sur environ 1 000 m<sup>2</sup> en partie Est (silo à démanteler, présence de paillettes de plastiques sur le sable).

En outre, il a été constaté les non-conformités suivantes :

- manche déchirée au niveau du big bag de récupération des paillettes de plastiques à l'Est du site (silo à démanteler). Par courriel du 24 juin 2024, l'exploitant a transmis une photographie de la manche remplacée (en tissu résistant) ;
- présence d'un big bag percé de granulés de plastiques gris-foncé au Sud du site derrière des déchets à évacuer (posé sur de l'enrobé mais terrain en herbe juste à côté). Par courriel du 24 juin 2024, l'exploitant a transmis une photographie du big bag mis dans la benne pour les balayures/refus et de la zone nettoyée ;
- présence d'une benne pour les balayures non couverte (envols, pluie). Des doutes sont formulés sur l'étanchéité effective de cette benne dans la mesure où il a pu être visualisé un goutte-à-goutte sur un angle et la présence de rouille perforante en bas de caisson ;
- présence de granulés de plastiques sur le trottoir en sable/herbe au pied de la benne pour les balayures ;
- présence d'un petit tas de granulés de plastiques au niveau du point de rejet des eaux pluviales du site, puis présence de granulés disséminés dans et sur les abords du fossé des eaux pluviales (ceux-ci flottent).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives suivantes :

- immédiatement, remplacer la manche déchirée au niveau du big bag de récupération des paillettes de plastiques à l'Est du site (silo à démanteler) par une manche en tissu résistant ;
- immédiatement, reconditionner puis évacuer les granulés de plastiques gris-foncé du big bag percé au Sud du site derrière des déchets à évacuer ;
- immédiatement, nettoyer le trottoir en sable/herbe au pied de la benne pour les balayures ;
- sous 15 jours, remplacer la benne pour les balayures par une benne à capot laissé fermé hors utilisation ;
- sous 15 jours, curer le fossé de rejet des eaux pluviales en sortie de site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours



## N° 11 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.</li></ul> <p>Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p><i>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place des procédures (procédure pour les chauffeurs transmise aux transporteurs et procédure interne PRO ENV 0 V.01 du 07/08/2023 m à j mars 2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) les zones à risque ont bien été définies ;</li><li>b) un tour du site est effectué tous les mois et les caristes font des vérifications au quotidien ;</li><li>c) un mode opératoire dans la procédure interne est prévu pour confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) et e) les avaloirs du réseau eaux pluviales sont contrôlés tous les mois a minima et nettoyés si besoin ;</li><li>f) une formation sur l'hygiène et les aspects de la loi AGECE est prévue, 3 sessions ont été organisées, une dernière session est à programmer pour former la dizaine de salariés manquants ;</li><li>g) les contrôles internes semestriels de ces procédures sont prévus dans le cadre des audits croisés avec le site d'Auneau pour les différentes certifications des sites.</li></ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'afficher sous 15 jours les consignes relatives à la prévention d'un déversement accidentel de granulés de plastiques et la gestion d'un incident dans une ou plusieurs zones fréquentées par les salariés du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 12 : Audits des procédures par un organisme accrédité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### **Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.

Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.

Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO / IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.

Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.

Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.

L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

*Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.*

### **Constats :**

L'exploitant est en attente du certificat et des résultats de l'audit externe.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant sous 15 jours de publier sur son site internet le certificat et les résultats de l'audit réalisé par Bureau Veritas. Il transmet à l'inspection le lien internet pour justifier que cela a bien été fait.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours